

# LA GUERRE EN UKRAINE ET SES CONSÉQUENCES SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'agression russe en Ukraine choque avant tout les esprits par le coût humain terrifiant qu'elle provoque depuis ses débuts, notamment en termes de millions de réfugiés et de victimes civiles ou militaires. Cette guerre aura donc aussi des conséquences sur le climat et le cours de l'actuelle transition énergétique, avec des impacts négatifs à court terme et, espérons-le, plus positifs sur le long terme.



📅 06.04.2022 📍 Genève - CH

Transition énergétique

Environnement

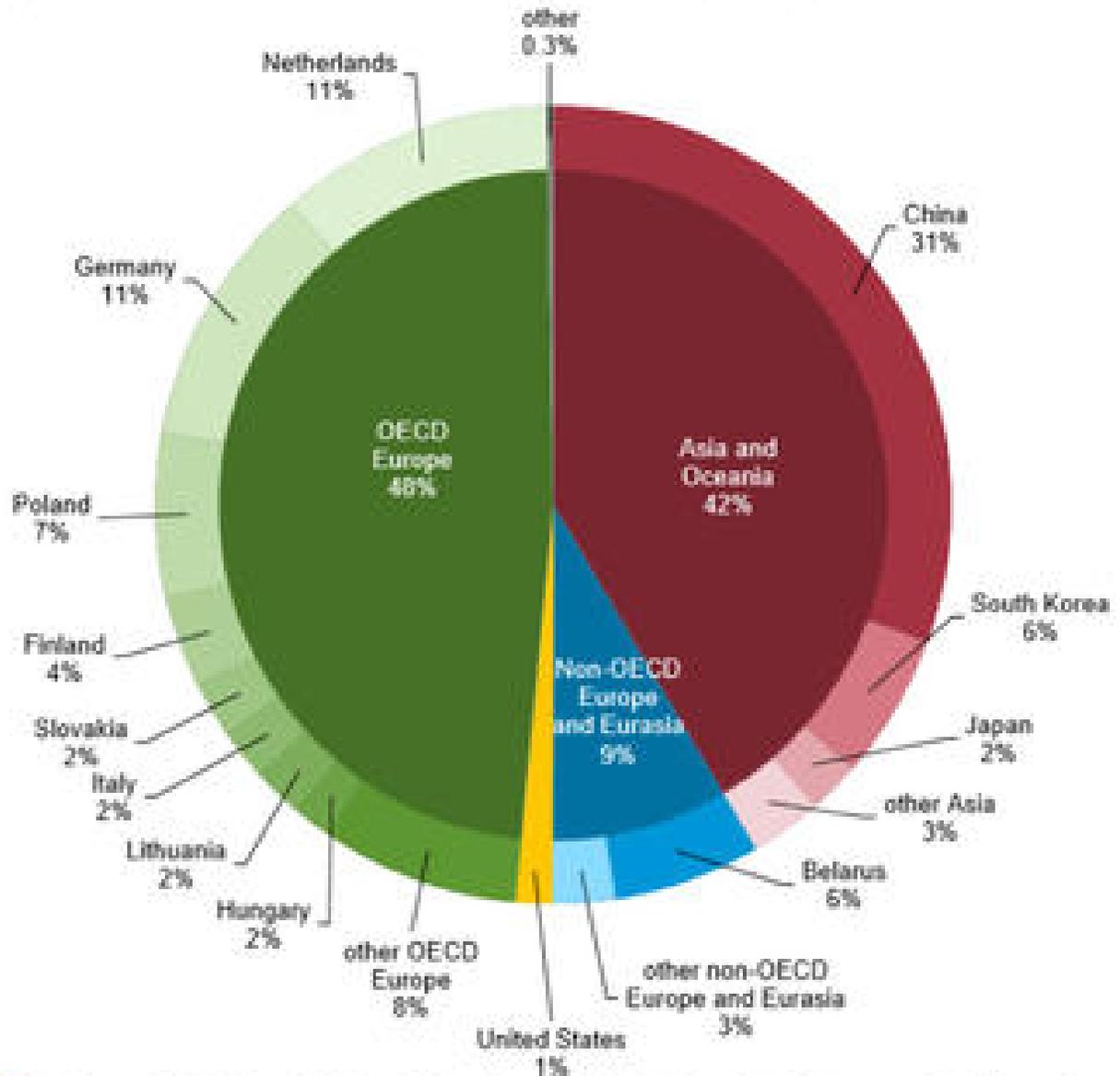
Développement durable

L'agression russe en Ukraine choque avant tout les esprits par le coût humain terrifiant qu'elle provoque depuis ses débuts, notamment en termes de millions de réfugiés et de victimes civiles ou militaires. En l'espace de quelques semaines à peine, cette situation de guerre en Europe, inédite depuis 1945, a bousculé l'ordre et la stabilité mondiales. Elle a bouleversé les relations internationales, mais également remis en question des fondamentaux économiques liés à l'approvisionnement en énergie fossile et en matières premières nécessaires pour notre économie, notre confort et notre alimentation. Cette guerre aura donc aussi des conséquences sur le climat et le cours de l'actuelle transition énergétique, avec des impacts négatifs à court terme et, espérons-le, plus positifs sur le long terme.

## **LE CLIMAT : UNE AUTRE VICTIME DE LA GUERRE**

La décision occidentale d'imposer des sanctions économiques sévères au régime de Vladimir Poutine, en ciblant l'importation de matières premières et d'énergie fossile dont la Russie est un producteur important, a révélé l'extrême dépendance de l'Europe, et notamment de l'Allemagne via le gazoduc Nordstream, au gaz russe. La Russie, après l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis, est le 3<sup>ème</sup> plus gros producteur de gaz et pétrole. Jusqu'à aujourd'hui, l'Europe s'était abreuvée de gaz naturel russe, et misait beaucoup sur cette énergie fossile (22% de son mix énergétique). L'objectif était non seulement d'assurer sa sécurité énergétique à faible coût, mais également de mettre en place une transition énergétique de plus en plus verte d'ici à 2050. Rappelons que le gaz naturel est considéré comme une énergie de transition par la taxonomie verte de l'Union Européenne, même si le sujet a fait l'objet d'âpres débats.

Figure 2. Russia's crude oil and condensate exports by destination, 2020



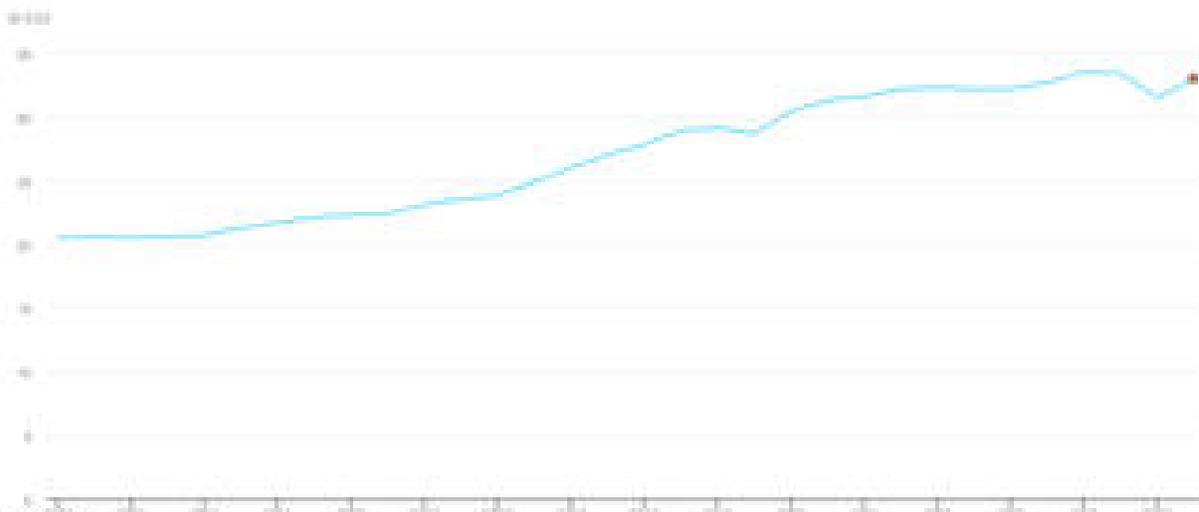
Source: Graph by the U.S. Energy Information Administration, based on Russian export statistics and partner country import statistics from Global Trade Tracker

Les réactions immédiates des Etats européens sont de mauvaise augure pour la cause climatique et indiquent un ralentissement temporaire de la transition énergétique promise par le Green Deal européen, dont l'objectif est de diminuer les émissions de CO2 d'au moins 55% d'ici 2030 (par rapport au niveau de 1990). Le 8 mars dernier, le [plan REPowerEU, présenté par la Commission européenne](#), formulait des réponses pour réduire cette dépendance au gaz de deux tiers d'ici la fin de l'année et complètement avant 2030. Une partie du plan est certes vertueuse et met en avant l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et l'électrification comme priorités. Il n'en reste pas moins que le gaz russe, en attendant que les énergies renouvelables puissent délivrer en quantité suffisante, sera substitué, dans un premier temps, par du gaz naturel liquéfié (GNL) acheminé par bateau des Etats-Unis ou de la péninsule arabique. L'Allemagne a d'ailleurs déjà annoncé la construction de deux terminaux de GNL dans le cadre d'un accord énergétique de long-terme avec le Qatar. Plus inquiétant encore, l'exploitation du gaz de schiste américain, dont on connaît les conséquences néfastes pour l'environnement et le climat, pourrait être accentuée. De même, la sortie du charbon pourrait être retardée comme l'ont déjà annoncé plusieurs pays, dont la France et l'Italie. Quant au nucléaire, sa cote remonte en flèche, malgré des enjeux persistants en matière de déchets et de sécurité, l'opposition exprimée jusqu'à récemment par l'Allemagne s'étant nettement adoucie depuis les débuts de la guerre.

## LE TEMPS PRESSE

Cette « pause » dans la transition verte est d'autant plus inquiétante que la fenêtre d'opportunité pour influencer positivement sur le cours du climat et limiter son réchauffement à 1.5 degré se referme rapidement. En raison de l'actualité internationale, la sortie du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le 28 février dernier, est quasiment passée inaperçue dans les médias. Pourtant ses conclusions sont dévastatrices tant la menace sur l'humanité – pas seulement l'environnement – est grande et [le délai pour réduire les émissions est court](#). Sur le thème de l'énergie, le GIEC et l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) dénoncent le taux record d'émissions CO2 générés par le secteur de l'énergie en 2021 : elles ont atteint 36,3 milliards de tonnes, leur plus haut niveau historique (+6% par rapport à 2020, année de pandémie). La perspective d'atteindre la neutralité carbone en 2050, pourtant voulue par 80 Etats lors de la dernière COP de Glasgow en 2021, est plus que jamais incertaine si l'usage des énergies fossiles n'est pas rapidement abandonné. En outre, toujours en raison de la crise ukrainienne, il est à redouter que la prochaine COP27 de novembre 2022 ne fédère pas si facilement les Etats autour d'objectifs contraignants.

Global energy-related CO2 emissions, 1990-2021



Source: IEA

## A PLUS LONG TERME, DES PERSPECTIVES POSITIVES POUR LE CLIMAT ET L'INVESTISSEMENT DURABLE

Sur une note plus optimiste, dans un futur proche, certains observateurs entrevoient tout de même une chance pour le climat via l'investissement durable et la finance climatique. C'est notamment le cas du président de BlackRock, Larry Fink, qui, dans sa désormais célèbre [lettre aux investisseurs](#), partage sa conviction que les événements actuels, dont la hausse astronomique des prix de l'énergie fossile, vont résolument accélérer le mouvement vers les énergies vertes, les technologies propres et encourager davantage de sobriété dans notre consommation. L'efficacité énergétique des bâtiments et la mobilité propre - rail et voitures électriques - sont deux exemples évidents de thèmes qui vont tirer profit de la hausse du prix des énergies fossiles et vont, encore davantage, attirer l'intérêt et le capital des investisseurs responsables mais également des investisseurs traditionnels. Du côté des Etats, espérons que les tergiversations en cours fassent rapidement place à des engagements plus courageux, comme ceux de l'Allemagne qui a récemment pris position pour le 100% renouvelable d'ici 2035, 15 ans avant l'échéance de 2050.

### Information importante

*N'hésitez pas à vous adresser à votre interlocuteur privilégié chez Mirabaud ou à nous [contacter ici](#) si ce sujet vous intéresse. Avec nos spécialistes dédiés, nous nous ferons un plaisir d'évaluer vos besoins personnels et de discuter des éventuelles solutions d'investissement qui seraient adaptées à votre situation.*

